

RECHERCHE ET APPLICATION POUR LE DEVELOPPEMENT
(RAD)



RAPPORT

SUR LE MONITORING DE LA GOUVERNANCE EN RDC

Mois: JUIN 2025

Astride NSIA

Responsable et chercheur Principal



Appuyé par CEPAS

RECHERCHE ET APPLICATION POUR LE DEVELOPPEMENT (RAD)

Recherche et Application pour le Développement (RAD) est une organisation non gouvernementale de recherche dédié à la production de recherches rigoureuses et appliquées, visant à renforcer la gouvernance et à promouvoir le développement. Notre mission est de contribuer à une meilleure gouvernance en fournissant des analyses pertinentes et des recommandations basées sur des données probantes, tout en défendant le droit des populations à être bien gouvernées. Nous nous engageons à éclairer les décideurs, à stimuler le débat public et à établir des partenariats stratégiques pour un développement inclusif et durable.

1. Mission

- Produire et diffuser des recherches appliquées de haute qualité dans les domaines de la gouvernance politique, sécuritaire, économique et des ressources naturelles.
- Stimuler le débat public et la participation citoyenne à travers l'organisation de forums et de discussions sur les politiques publiques.
- Établir des partenariats stratégiques avec les institutions universitaires pour renforcer la production de connaissances et la formation des acteurs du développement.
- Fournir une expertise et un accompagnement aux acteurs publics et privés pour la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes de développement efficaces.

2. Objectifs

Objectifs de recherche

- Réaliser des études et des analyses rigoureuses sur les enjeux et défis de gouvernance, de sécurité, d'économie et de gestion des ressources naturelles au niveau national, provincial et au niveau local.
- Développer des outils et des méthodologies innovantes pour l'analyse des politiques publiques et l'évaluation de leur impact.
- Publier des rapports et des articles de recherche dans des revues scientifiques et des plateformes de diffusion reconnues.
- Fournir des analyses et des recommandations aux décideurs politiques pour l'amélioration de la gouvernance.
- Accompagner les acteurs publics dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques efficaces.
- Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de gouvernance et de développement.

Objectifs de débat public

- Organiser des débats publics réguliers sur les thématiques clés du développement.
- Faciliter le dialogue entre les acteurs publics, privés et de la société civile.
- Produire des synthèses et des recommandations issues des débats pour éclairer les décideurs.

Objectifs de partenariat universitaire

- Établir des conventions de partenariat avec les universités pour la réalisation de projets de recherche conjoints.

- Organiser des séminaires et des ateliers de formation pour les étudiants et les professionnels du développement.

- Indépendance et objectivité
- Rigueur scientifique
- Intégrité et éthique
- Engagement pour le développement durable
- Inclusion et participation

3. Valeurs



O. INTRODUCTION

Dans un contexte difficile caractérisé par plusieurs poches d'insécurité, notamment par l'occupation depuis fin janvier de cette même année de plusieurs territoires de la République Démocratique du Congo dans sa partie Est par les rebelles du mouvement M23 soutenus par le Rwanda voisin, une lueur d'espoir est née avec la signature d'un accord de paix entre les deux pays précités, sous la facilitation du pays de l'oncle Sam, les Etats Unis d'Amérique au courant de ce mois de juin.

Malgré cet exploit qui a réjoui le monde entier, particulièrement toute la nation congolaise qui a attendu depuis près de trente longues années l'avènement d'une paix réelle et durable, la situation sur terrain est loin de laisser les observateurs optimistes quant à la réussite de cet accord. Entre temps, une bonne partie de la société civile ainsi que l'opposition dans son entièreté exigent la tenue d'un dialogue sensé aboutir à une paix durable en soutenant de façon particulière l'initiative portée par les églises catholique et protestante du Congo pour un pacte social pour la paix.

Au-delà de tout ce qui précède, le pays vit et doit vivre, et le gouvernement tente malgré cette complexité d'appliquer son programme d'actions. Cette étude s'avère d'autant plus utile aux gouvernants en leur montrant la proportion et leurs secteurs dans lesquels sont concentrées leurs différentes initiatives afin qu'ils les réorientent en fonction des attentes de la population ; mais aussi à l'opposition et la société civile, surtout au souverain primaire qui est censé être le premier bénéficiaire de cette politique, en leur fournissant une analyse critique et rigoureuse sur cette répartition dans différents secteurs de la vie et leur alignement sur les préoccupations du peuple.

Durant ce mois de juin, nous avons recensé un total de 19 actions sur la politique gouvernementale réparties dans 13 secteurs différents de la vie de la population nationale ; moins d'actions que les mois précédents mais axé essentiellement sur le secteur sécuritaire (intérieur et défense).

Notre étude voudrait non seulement quantifier mais surtout évaluer les efforts déployés par les autorités dans divers secteurs afin d'y ressortir les taux d'adéquation, d'inadéquation ainsi que celui des initiatives qui ne coïncident pas avec des aspirations de la population car malgré la

guerre, la grande partie du peuple attend des dirigeants la réponse appropriée à leurs préoccupations.

I. OBJECTIF

Dans cette étude, l'objectif poursuivi est rassemblé en deux grandes lignes :

1. Le premier objectif consiste à la présentation de la réponse du gouvernement face aux desideratas du peuple à travers les 3 éléments qui suivent :
 - **Le taux de divergence** (qui résulte de l'écart entre les politiques mises en œuvre et les aspirations citoyennes) ;
 - **Le taux d'adéquation** (qui résume les actions alignées sur les préoccupations de la population) ; et
 - **Le taux des aspirations non tenues** (qui regroupe les actions ne convergeant pas avec les préoccupations de la population).
2. Le second objectif nous permet d'analyser de façon particulière les différentes mesures mises en place par le gouvernement dans le cadre de sa politique publique et d'évaluer l'intérêt desdites mesures dans le quotidien de la population.

Cela permet de :

- **Identifier les différentes mesures** consistant à la quantification des initiatives mises en place,
- **Evaluer la pertinence de l'action publique** en montrant si les décisions prises sont en adéquation avec les besoins des gouvernés et si elles répondent efficacement aux enjeux actuels.
- **Examiner les résultats desdites actions** en essayant de comprendre les motifs de ces résultats, leur pertinence ainsi que leur intérêt dans pareil contexte et ses conséquences dans la vie des gouvernés.

II. ANALYSE DE LA REPONSE DU GOUVERNEMENT AUX DESIDERATAS DE LA POPULATION

	%
Taux de divergence	35
Taux d'adéquation	45
Préoccupations non couvertes	20

Tableau 1 : Analyse de la réponse gouvernementale aux attentes de la population

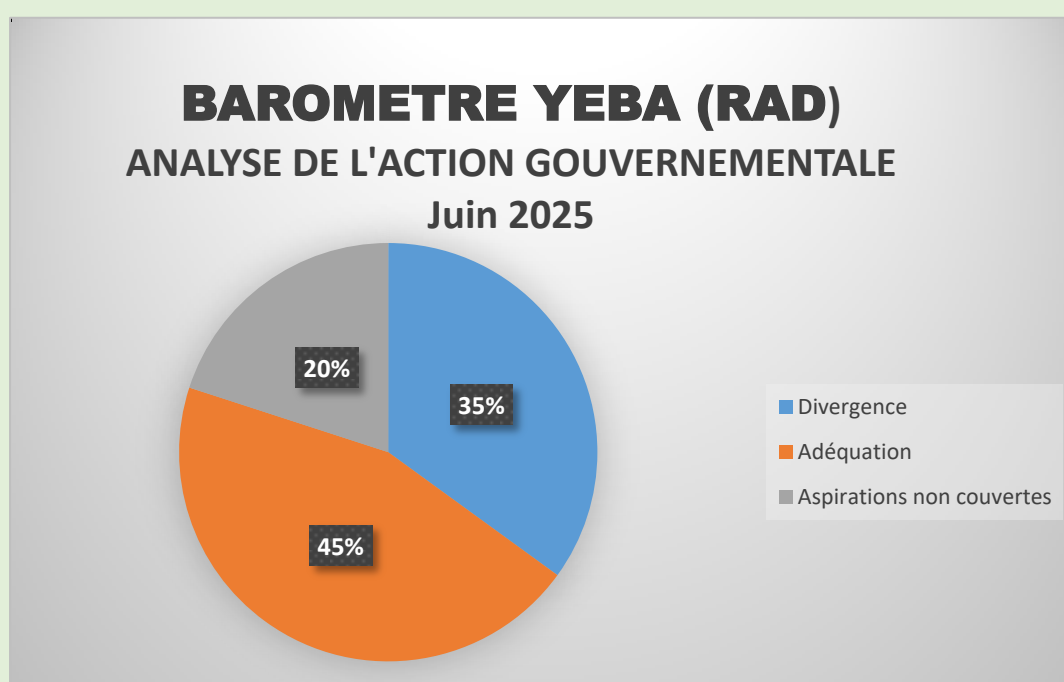


Figure 1 : Analyse de la réponse du gouvernement aux desideratas de la population

II.1. Taux de divergence 35%

Comme défini plus haut, ce taux est l'écart entre les actions entreprises par les autorités et les desideratas du peuple, un écart assez important **35%**, qui témoigne de la divergence entre les priorités perçues par

le gouvernement ainsi que les vrais soucis de la population. Ce qui pourrait engendrer des frustrations au sein de la population qui attend avec impatience la résolution de ses préoccupations grandissantes par les autorités.

Un tel taux entre les initiatives gouvernementales et les aspirations du peuple, démontre la difficulté qu'a les dirigeants à aligner leurs actions conformément aux vraies préoccupations de la population. Cette réalité plonge la population dans un profond désarroi et l'amène à des questionnements sur le choix des priorités par ses dirigeants qui s'éloignent malencontreusement de ses attentes.

Afin de redresser le tir, les gouvernants doivent sans tarder travailler sérieusement à identifier les vraies attentes de la population et les classer selon l'urgence et les priorités en vue de relever la confiance que la population a placé en eux. Cela serait une réponse adéquate et adaptée à ses préoccupations tant sur l'accès aux biens de première nécessité qu'à l'accès aux services sociaux de base comme inscrit dans le programme d'actions du gouvernement.

Bien que nous louons et saluons tous les efforts déployés par les autorités afin d'apporter des réponses efficaces aux problèmes qui sévissent, il serait souhaitable qu'ils orientent leurs initiatives dans le sens à répondre aux attentes du peuple en s'appropriant les soucis de ses administrés.

II.2. Taux d'adéquation 45%

Au cours de ce mois de juin, nous pourrions affirmer qu'en se basant sur les analyses effectuées et les résultats qui en découlent, que le gouvernement a fait de son mieux en répondant à un taux d'environ **45%** aux desiderata de sa population, un taux insatisfaisant, on doit le souligner, et ce malgré un contexte sécuritaire difficile marqué par la prise et le contrôle des plusieurs territoires par des mouvements insurrectionnels.

Ce résultat témoigne de la proportion de convergence entre les mesures initiées par les autorités et les desideratas de la population. Une réalité qui démontre que ces actions bien qu'importantes sont légèrement éloignées des préoccupations de la population car n'atteignant pas 50%. Ce qui démontre que le gouvernement ne se préoccupe pas suffisamment à donner des réponses adéquates aux besoins de sa population. Le gouvernement se limite la plupart du temps à initier des actions qu'ils choisissent selon sa

propre vision, une vision qui ne tienne malheureusement pas compte des préoccupations du peuple.

Ce faible taux semble révéler le contraste entre les soucis réels de la population ainsi que les mesures prises par le gouvernement. Les défis sécuritaires dont font face les autorités et le manque d'un agenda claire regroupant les différentes préoccupations du peuple pourraient être la meilleure explication à cette triste situation. L'état se retrouve à orienter la majorité de ses initiatives vers des problèmes qui ne cadrent pas directement avec les préoccupations majeures de son peuple.

Ces différents défis tant sur le plan sécuritaire, sociale qu'économique, nécessitent une réponse coordonnée et adaptée dans lesquels les vraies aspirations du peuple sont prises en compte par le gouvernement en vue de l'amélioration de la situation socioéconomique de celui-ci.

II.3. Les aspirations de la population non prises en compte 20%

Au mois de juin, environ 20 % des attentes exprimées par la population congolaise demeuraient partiellement insatisfaites. Ces attentes concernent notamment la sécurité dans plusieurs villes particulièrement dans l'Est du pays, et Kinshasa, la persistance de la crise humanitaire marquée par des déplacements massifs de populations, la difficulté d'accès aux services sociaux de base tels que la santé et l'éducation. Dans plusieurs cas, les citoyens n'ont pas perçu une réponse aussi rapide et coordonnée qu'ils l'espéraient face à ces situations.

Cette réalité s'explique toutefois par des facteurs structurels et contextuels complexes. Les conflits armés dans certaines régions entravent l'acheminement de l'aide et la mise en œuvre des politiques publiques. Les ressources financières et logistiques demeurent limitées face à l'ampleur des défis, tandis que la gouvernance locale doit souvent composer avec des contraintes de coordination et de transparence. Par ailleurs, la fréquence des crises sanitaires, humanitaires ou environnementales met en évidence la nécessité de renforcer la planification, la prévention et la capacité de réponse rapide aux urgences.

Pour renforcer la confiance et répondre aux attentes des citoyens, il serait opportun de consolider les efforts déjà entrepris par le gouvernement. Cela pourrait passer par un renforcement des dispositifs de gestion des crises et de prévention, une amélioration visible de la

sécurité dans les zones les plus touchées, ainsi qu'une meilleure implication des populations dans l'identification des priorités locales. En privilégiant la concertation, la transparence et la réactivité, les autorités pourraient non seulement atténuer le sentiment de découragement ressenti par certains citoyens, mais aussi consolider les bases d'un développement plus inclusif et durable.

III. ANALYSE SECTORIELLE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

La répartition des initiatives gouvernementales nous permet de ressortir la concentration par secteur des différentes actions dans l'objectif de comprendre le secteur ayant bénéficié de plus (ou de moins) d'attention des dirigeants et du pourquoi d'une telle attention et ses répercussions dans la vie sociale de la population.

SECTEUR	%
Intérieur	21,1
Défense	10,5
Finance	10,5
Transports	10,5
Environnement	5,3
Tourisme	5,3
Industrie	5,3
Plan	5,3
Coopération internationale	5,3
Agriculture	5,3
ESU	5,3

Diplomatie	5,3
Commerce extérieur	5,3

Tableau 2 : Etude de la répartition de l'action gouvernementale

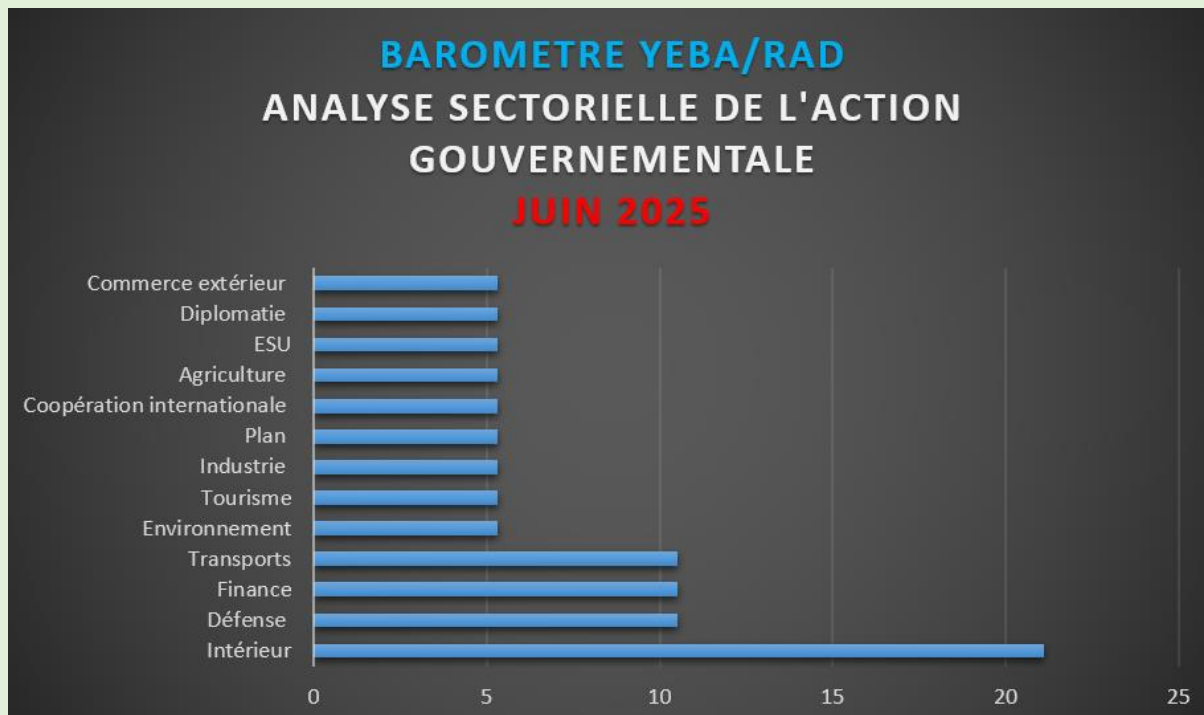


Figure 2 : Etude de la répartition de l'action gouvernementale

A. Totale domination du secteur de l'Intérieur 21,1%

Une telle concentration pourrait témoigner de la volonté du gouvernement à résoudre les défis sécuritaires qui se posent sur toute l'étendue de la République plus précisément sur la criminalité urbaine et périurbaine avec le phénomène kuluna ainsi que les multiples cas de braquages dont Kinshasa a été victime depuis plusieurs mois. Des efforts encourageant qui réjouissent la population confrontée au banditisme constant surtout dans les grandes villes du pays.

B. Défense, Finance et Transports (10,5%)

❖ Défense

Face à divers problèmes sécuritaires, entre l'activisme des Mobondo dans la partie Ouest du pays, les rebelles du M23 dans les deux Kivu et les terroristes Adf en Ituri, un tel intérêt pourrait traduire le souci des

autorités d'arriver à bout de tous ces maux sécuritaires qui rongent la nation et perturbent gravement la quiétude de la population.

❖ **Finance**

Nul ne peut ignorer que le gouvernement a cruellement besoin des ressources financières adéquates pour bien mener son programme d'actions. Une telle concentration traduit certainement l'intérêt que porte les autorités dans ce secteur clé. Les autorités chercheraient non seulement à mobiliser plus des recettes mais aussi à mieux les orienter en vue de produire des résultats escomptés. Il est souhaitable que les dirigeants accentuent la rigueur dans sa gestion afin de concentrer l'essentiel de ces ressources dans les domaines cruciaux de la vie de sa population.

❖ **Transports**

Le transport étant un des secteurs stratégiques, une telle proportion traduirait la volonté des dirigeants pour améliorer ce secteur combien important en construisant des nouvelles infrastructures tant sur le plan ferroviaire et routier, fluvial et lacustre que sur le plan aérien. Des initiatives salutaires car une meilleure mobilité interurbaine est un moteur de développement.

C. Environnement, Agriculture et ESU (5,3%)

❖ **Environnement et Agriculture**

Cette modeste concentration pourrait traduire de l'importance que le gouvernement accorde aux secteurs de l'environnement et de l'agriculture. La protection de l'écosystème tant dans les zones sous contrôle gouvernementale et celles hors contrôle. L'indépendance et l'autosuffisance alimentaire qui sont des éléments clés permettant d'améliorer les conditions sociales de la population et de s'assurer de la qualité de la nourriture que consomme sa population.

❖ **ESU**

L'éducation n'est pas en reste, et cette proportion semble exprimer l'importance que les autorités accordent à ce secteur éducatif pour les universités ainsi les instituts supérieurs. L'état voudrait s'assurer d'une meilleure formation pour ses universitaires afin de produire des vrais chercheurs qui pourront apporter leur pierre à la construction du pays.

D. Tourisme, Industrie et Commerce extérieur (5,3%)

❖ **Tourisme**

Privé d'une partie considérable de ses recettes suite au contrôle de plusieurs zones par les groupes rebelles, un tel intérêt pourrait témoigner du souci manifeste des autorités afin de capitaliser ce secteur qui pourrait lui apporter des nouvelles ressources et une diversification de son économie par la même occasion. Concentrer des efforts supplémentaires pourrait être une autre alternative à son économie axée essentiellement sur les ressources minières.

❖ **Industrie et Commerce extérieur**

Les secteurs de l'industrie ainsi du commerce pourraient aider les gouvernants à améliorer sa productivité sur le plan industriel en contrôlant et maîtrisant son secteur de commerce extérieur. Une telle concentration pourrait traduire de la volonté du gouvernement à développer ces deux secteurs surtout dans un contexte de guerre et de compétitivité industrielle sans cesse avec les autres pays producteurs.

E. Plan, Coopération internationale et Diplomatie (5,3%)

❖ **Coopération internationale et Diplomatie**

Dans un contexte particulier comme le nôtre, la guerre ne se gagne pas seulement sur le champ de bataille mais également dans la diplomatie et la coopération internationale. Un tel pourcentage semble témoigner de place qu'accorde les autorités à ces deux secteurs dont l'objectif serait de mobiliser un soutien international et porter la cause congolaise auprès des grands décideurs mondiaux. La signature de l'accord de paix entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda en est le meilleur exemple.

❖ **Plan**

Sur le secteur du plan, cette modeste concentration témoigne de la volonté des gouvernants à matérialiser mais surtout à mener jusqu'au bout ses différents programmes de développement. Nous pouvons citer le PDLT 140 bien que les résultats restent mitigés car beaucoup de chantiers sont à l'arrêt et ce malgré le décaissement des fonds.

IV. CONCLUSION

Au cours de ce mois de Juin, nous avons répertorié 19 actions qui sont réparties dans 13 secteurs différents de la vie courante de la population. Comparativement aux mois précédent, celui-ci compte moins d'actions que les autres.

Ces différentes initiatives témoignent de l'importance que le gouvernement porte à ce qu'il assure de la meilleure manière ses missions régaliennes, celles de protéger le territoire national et de sécuriser les personnes ainsi que leurs biens, ce qui n'est point possible sans des moyens financiers adéquats, d'où la domination du secteur sécuritaire (Intérieur et Défense) suivie du secteur financier et des transports.

Au courant de ce mois de juin, seulement 9,2% des actions initiées étaient en conformité avec les attentes de la population, tandis que 56,2% des attentes de la population n'ont pas été prises en compte par les autorités, ce qui donne un taux de divergence de 34,6%. Nous pouvons alors déduire que plus de la moitié des actions du gouvernement ne coïncident nullement avec les desiderata de la population, une triste situation qui plonge la population dans une frustration profonde et qui amincit sa confiance vis-à-vis des gouvernants.

Il est donc urgent que les autorités arrivent à colmater cette brèche en alignant ses prochaines actions sur les préoccupations du souverain primaire afin de le rassurer quant à la capacité de l'État à répondre efficacement aux problèmes qui se posent.

Pour clore, il est clairement établi que les dirigeants travaillent d'arrachepied en fournissant d'énormes efforts dans divers secteurs de la vie quotidienne de la population et ce malgré le contexte difficile. Il est triste de constater qu'en dépit de tous ces efforts, les résultats ne sont pas proportionnels auxdits efforts, d'où l'impatience de la population et la sensation d'un abandon par le gouvernement. Il s'avère très important de mettre l'accent sur un contrôle rigoureux et un suivi régulier des différentes actions devant mener à l'amélioration des conditions de vie de la population.